

## PLUSIEURS SIGNATAIRES DE LA DÉCLARATION DE SOUTIEN À ALI HADDAD SE DÉMARQUENT

# Le front anti-Tebboune se fissure

**A peine constituée, «l'alliance anti-Tebboune» se fissure, déjà ! Lancée la veille, à l'initiative de la centrale syndicale, l'UGTA, cette alliance, regroupant, outre l'organisation de Abdelmadjid Sidi Saïd, les principales organisations patronales, est déclinée comme un «geste de solidarité» avec le patron du Forum des chefs d'entreprises, Ali Haddad, qui est en passe de devenir la cible privilégiée du nouveau gouvernement.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Lors de son passage devant le Parlement pour la présentation de son plan d'action, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, avait lancé les premiers tirs de sommation lorsqu'il disait que «désormais, il n'y aurait plus de mélange entre l'argent et la politique. L'argent reste l'argent, et la politique reste la politique». Langue de bois ? C'est Tebboune lui-même qui prouvera que ce n'était pas du tout le cas. C'était ce samedi 15 juillet lorsqu'il signifiait, via son chargé au protocole, au président du Forum des chefs d'entreprises, Ali Haddad, qu'il devait quitter la salle où le Premier ministre allait présider une cérémonie officielle au niveau de l'Ecole supérieure de la protection sociale à Ben Aknoun.

Le lendemain, dimanche, c'est le ministère des Transports et des Travaux publics de Abdelghani Zaâlane qui envoie plusieurs mises en demeure au groupe ETRHB de Ali Haddad, spécialisé dans les travaux publics, à propos des retards enregistrés dans les réalisations de certains projets. Mardi, intervient donc cette surprenante initiative de Sidi Saïd, et

sa réunion à l'hôtel El-Aurassi avec les organisations patronales. Une réunion qui sera sanctionnée par une déclaration commune où est dénoncé «le traitement réservé au président du FCE, Ali Haddad, par le Premier ministre, au niveau de l'Ecole supérieure de la Sécurité sociale».

Cette surprenante sortie de la centrale syndicale et des organisations patronales qui défient le gouvernement n'a pas encore été «digérée» par les observateurs que, déjà, les premières défections se font signaler. Ainsi, deux organisations patronales qui avaient signé la déclaration d'El-Aurassi s'en sont démarquées dès le lendemain !

Dans une correspondance adressée au Premier ministre, le secrétaire général de l'Union nationale des investisseurs, (UNI), Farid Mellak, écrit, expressément, qu'«aucun membre de l'Union nationale des investisseurs n'a assisté à cette réunion ni souscrit à la déclaration».

Plus grave encore, le patron de l'UNI ajoutera ceci : «Nous regrettons vivement l'usurpation de notre signature portée sur la déclaration (...)». De



Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

son côté, le président de la Confédération algérienne du patronat, la CAP, Boualem Merakchi, a réagi à travers deux documents distincts. D'abord, une correspondance adressée au Premier ministre pour le féliciter de l'appel au dialogue lancé aux différents partenaires politiques, économiques et sociaux. Ensuite, à travers un communiqué public où on lit, notamment, que «la Confédération algérienne du patronat, la CAP, ne fait partie d'aucune chapelle, d'aucun

groupe ou d'un quelconque schisme».

Enfin, et sans surprise cette fois, le président de la Confédération générale des entreprises algérienne, Habib Yousfi, dont le différé avec le patron du FCE est connu, a, lui, adressé une correspondance à Abdelmadjid Tebboune où on lit tout simplement ceci : «Nous avons appris avec une grande satisfaction votre décision de ne pas rencontrer le représentant du FCE lors de la rencontre organisée par le ministre du Travail au niveau de

l'Ecole supérieure de la Sécurité sociale (...)». Il faut préciser, ici, que la CGEA de Habib Yousfi n'a pas signé la déclaration d'El-Aurassi. Dans cette affaire, qui rappelle la fameuse initiative du groupe des 19, il faut assurément s'attendre à d'autres défections. Mais aussi à d'autres développements. Il est, en effet, très difficile d'imaginer que le Premier ministre ait pris l'initiative de s'attaquer au patron du FCE sans l'aval de Abdelaziz Bouteflika. La preuve ? L'affaire a connu plusieurs étapes : d'abord la mise en garde de Tebboune en juin dernier à partir de l'APN, puis sa décision de faire sortir Ali Haddad de la salle de l'Ecole supérieure de la CNAS, le 15 juillet dernier, et, ensuite, les mises en demeure envoyées par le ministère des Transports et des Travaux publics au groupe ETRHB, dimanche 16 juillet. Autrement dit, il ne s'agit pas du tout d'une décision prise sur une simple saute d'humeur mais bel et bien d'une lourde démarche d'Etat lancée et assumée à très haut niveau. Il s'agit d'une recomposition politique et économique qui ne fait certainement que commencer...

K. A.

## L'éphémère communiqué du Premier ministre

Les services du Premier ministre ont publié, hier, en fin d'après-midi, un communiqué laconique, via l'agence officielle APS, sous la forme d'un «rappel» s'agissant des positions de Abdelmadjid Tebboune sur la relation entre la politique et l'argent.

Une publication qui sera toutefois éphémère puisque ledit communiqué sera finalement retiré officiellement par ces mêmes services du Premier ministre.

K. A.

# Les mariages, ratés, de l'argent et de la politique

**S'il le fallait, ce que l'on pourrait désormais appeler l'affaire Haddad est venu rappeler que la présence d'hommes d'affaires dans le giron, voire d'un peu plus près, du pouvoir politique peut s'avérer éphémère et surtout lourde de conséquences, notamment économiques, pour des hommes, à peine quelque temps plus tôt, considérés, par l'opinion publique, comme faiseurs de pluie et de beau temps.**

Du golden boy qui n'en était pas vraiment un, Abdelmoumène Rafik Khalifa, au roi du béton et d'autres créneaux des plus porteurs, Ali Haddad, l'histoire des relations entre hommes d'argent et politiques n'inspire pas que de la poésie.

La montée en flèche de son influence puis la retentissante chute de Rafik Khalifa, chez qui se succédaient des pontes du pouvoir et des «décideurs» de tous acabit, et les dommages collatéraux occasionnés par la disgrâce du grand patron de la fin des années 1990 et début des années 2000 sont des souvenirs encore intacts chez nombre d'Algériens qui assistaient, alors, à l'avènement d'un genre nouveau de «copinage» où le pouvoir de l'argent et la politique se révélaient comme un des plus détonants des cocktails dans un pays en devenir, encore à la recherche du modèle socio-économique qui lui sied.

Entre le politique issu de la plus haute sphère et l'homme d'argent made in chez nous, le mariage s'est révélé longtemps très porteur, comme il est apparu au grand jour avec le cas Haddad dont l'aura est allée grandissant depuis la mouvementée campagne pour l'élection présidentielle de 2014, lorsque Abdelmalek Sellal et l'homme d'affaires brusquement apparu sur la scène publique occupaient les plus hauts rôles dans l'organigramme du staff chargé de «revendre» aux Algériens l'image de Abdelaziz Bouteflika et d'assurer sa réélection pour un quatrième mandat.

Une implication au vu et au su de tout le monde, de la part du patron de l'ETRHB, qui a fait de l'effet sur le commun des Algériens qui allait alors, pour celui qui n'était pas encore très au fait de l'étendue de son pouvoir, rappeler dans une proportion certaine l'influence dont se prévalait le fondateur du groupe Khalifa à son apogée.

C'est ainsi que, depuis plusieurs années, on prête au patron des patrons algériens, du moins ceux affiliés à la plus puissante organisation de chefs d'entreprises, un poids à la mesure de sa contribution sonnante et réverbérante dans la réélection de Bouteflika.

Ceci sans parler des retombées sur le plan des affaires comme le montre la multitude de chantiers d'envergure ayant fleuri depuis plu-

sieurs années à travers tout le pays tombés dans l'escarcelle de celui qui s'est constitué un véritable empire et qui, il faut le rappeler, a meublé l'actualité un temps, pas si lointain, lorsqu'il s'est mesuré à son prédécesseur dans le business et la vie politique, Issad Rebrab qui, lui aussi, a eu un aperçu de ce que le mariage business-politique peut induire comme tracas lorsqu'il a eu l'idée de vouloir intégrer El-Khabar dans son groupe.

Des incursions dans le monde de la politique, dans le cas de Khalifa comme celui de Haddad, qui ont vécu un temps du fait des «besoins» du moment d'un pouvoir à la recherche d'hommes consistants sur lesquels s'appuyer en dehors du personnel du sérail ou

de l'organisation administrative de la République. Mais comme chaque conjoncture a besoin de ses propres hommes, la crise économique aidant, la tombée en disgrâce d'Ali Haddad entre un peu dans l'ordre naturel des choses.

Et puis, avec l'incertitude de la vie politique qui a cours, conjuguée aux bouleversements que risque d'induire la crise financière, à un moment où le président de la République a été contraint de réduire ses activités, il y a de quoi s'attendre à voir des relations se défaire et d'autres se constituer aussi bien dans les arcanes du pouvoir que dans les autres «axes» qui font la vie publique dans le pays.

A. M.

## SANTÉ ET TRAVAIL

# Le PT veut le retrait des projets de loi

**Le Parti des travailleurs se félicite du renvoi sine die par le Premier ministre du projet de loi portant code de la santé tout en s'étonnant du démenti quant à «tout retrait ou gel dudit projet de loi».**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) -** Un projet de loi que le parti a de tout temps dénoncé car «dangereux» puisque, explique-t-il dans un communiqué du secrétariat permanent de son bureau politique, «inscrivant dans son orientation politique la remise en cause de la nature sociale de l'Etat à travers la remise en cause de la gratuité des soins, la liquidation du secteur public de santé, colonne vertébrale du système national de santé, la destruction de toute l'architecture de santé mise en place depuis l'indépendance avec ses innombrables et considérables succès (recul des maladies, prévention, augmentation de l'espérance de vie, formation...), la soumission des

moyens et des infrastructures du système de santé publique aux prédateurs». Ceci sans omettre de relever «les conséquences fâcheuses sur notre système de sécurité sociale déjà fragile financièrement, pouvant aller jusqu'à sa désintégration».

Et au PT de réclamer, une fois de plus, le retrait pur et simple dudit projet de loi tel que réclamé par les syndicats des professionnels de la santé qui se sont mobilisés, des mois durant, contre son passage à l'Assemblée populaire nationale, voyant en l'annonce de Abdelmadjid Tebboune une «mesure d'apaisement qui en appelle d'autres afin de rassurer et soulager les Algériennes et les Algériens accablés par la politique

de saccage de l'économie nationale et des acquis sociaux, engagée depuis la loi de finances complémentaire 2015».

Une annonce qui doit également s'inscrire dans un cadre global de remise en cause des politiques qui ont ruiné le pays et accablé la majorité de la population», estime encore le SPBP qui réclame, dans la foulée, le «retrait pur et simple de l'avant-projet de loi moyenâgeux du code du travail» car, argue-t-il, «ouvrant la voie à l'exploitation sauvage des salariés, les privant de tous les droits fondamentaux dont le droit de grève en réduisant à leur plus simple expression l'organisation et l'activité syndicales sévèrement réglementées, la généralisation de la précarité de l'emploi, la légalisation du travail des enfants, la facilitation des licenciements,...».

Et pas que cela, puisque le PT exige «l'abrogation de la loi abro-

geant la retraite proportionnelle et sans condition d'âge, rejetée par les syndicats autonomes et la base syndicale de l'UGTA, car elle n'a pas seulement remis en cause un acquis des travailleurs mais elle a provoqué une saignée dans la Fonction publique et le secteur économique».

Plus généralement, le SBP du PT considère que la politique d'austérité qui a laminé le pouvoir d'achat de l'écrasante majorité «doit être stoppée dès la loi de finances 2018», exprimant son «opposition à toute remise en cause des acquis sociaux et des transferts sociaux qui ne concernent pas seulement les produits de large consommation mais tout aussi la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, la solidarité nationale, le logement, ... qui vont vers l'immense majorité du peuple».

M. K.